

Burundi-dialogue : pour le parti au pouvoir ce sera la dernière session à l'extérieur

Arrib News, 20/10/2018 – Source Xinhua Burundi : La prochaine session du dialogue inter-burundais sera la dernière à l'extérieur du pays (parti au pouvoir) Le secrétaire général du parti au pouvoir CNDD FDD (Conseil National de Défense de la Démocratie, Force de Défense de la Démocratie), Evariste Ndayishimiye, a estimé samedi que le 5^e round de dialogue inter-burundais d'Arusha en Tanzanie sera le dernier à se tenir à l'extérieur du pays.

Il a également estimé que cette session aura pour objet l'étude de la mise en œuvre de la Feuille de route signée à Kayanza au nord-ouest du pays pour les élections de 2020. "Le parti CNDD FDD demande instamment au gouvernement de la République du Burundi et à la Facilitation de se convenir sur les personnes qui prendront part à la session de signature de la Feuille de route menant vers les élections de 2020. Le parti voudrait rappeler que les points de divergence exprimés par les burundais ont trouvé leurs solutions dans la nouvelle Constitution et dans le Plan National de Développement du Burundi 2018-2027, d'où cette 5^e session qui a pour objet d'étudier la mise en application de la Feuille de Route vers les élections de 2020, et la dernière à l'extérieur du Burundi", a dit E. Ndayishimiye. Parmi ces gens à être invités à cette "dernière session à l'extérieur", il dit que c'est "étonnant de voir l'équipe de la Facilitation persister à inviter les anciens Chefs d'Etat burundais alors qu'aucun n'a été élu par le peuple pour exercer un mandat présidentiel". Il a réitéré son appel aux politiciens qui sont encore à l'extérieur de rentrer au bercail pour participer à la mise en œuvre de ladite Feuille de route qui amènera aux élections de 2020. Le prochain round de ces négociations pourrait se tenir du 24 au 29 courant selon les medias burundais. L'équipe de la Facilitation dans le dialogue inter-burundais pour concilier les burundais dans leur contentieux électoral depuis 2015 est dirigée par l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa sous les auspices du médiateur principal, le président ougandais Yoweri Kaguta Museveni.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});